

Alain Madelin : "L'austérité est une politique sans espoir, ce n'est pas une politique libérale"



Pour le libéral et ancien ministre de l'Economie et des Finances Alain Madelin, la politique d'austérité budgétaire imposée à la France rapproche le pays d'un scénario similaire à celui que connaît la Grèce.

Avec Alain Madelin

Atlantico : Cette semaine a été marquée par la loi croissance et activité présentée par le ministre de l'économie Emmanuel Macron, loi globalement perçue comme étant de nature libérale. Portez-vous un jugement bienveillant sur son contenu ? Et plus généralement sur l'orientation économique prise par le gouvernement ?

Alain Madelin : Non. Fondamentalement, la loi Macron est une loi d'affichage politique qui répond aux exigences de Bruxelles. Cette loi fait le service minimum. Car il est évident que le travail de quelques dimanches de plus ou les quelques modifications périphériques du statut de telle ou telle profession n'auront rigoureusement aucun impact sur la croissance.

Et sur le pacte de compétitivité ? N'est-ce pas une politique répondant aux demandes des "libéraux" ?

La réalité est qu'il ne s'agit pas d'une politique libérale. **Elle est perçue comme telle, mais il s'agit d'une politique que j'appelle de "droiche patronale"**. C'est-à-dire un mélange de la droite et de la gauche auquel je rajoute le mot de patronal. C'est l'idée que notre problème de compétitivité serait essentiellement lié à un problème du coût du travail. Idée articulée très fortement par les patrons. Il est vrai que notre coût du travail a augmenté plus vite que la productivité, on a donc distribué plus de salaires. Ce qui pose, à la faveur de la crise, une question de compétitivité, que l'on ne peut plus résoudre comme on le faisait autrefois par la dévaluation.

Donc, on essaye de trouver un substitut et il s'agit de cette dévaluation fiscale qui consiste, au fond, à avoir un effet équivalent à une dévaluation en diminuant le coût du travail et en le faisant payer par les salariés eux-mêmes. **Dans le même temps, on met en place une politique d'austérité budgétaire. Il est absolument dramatique de faire passer cette politique-là comme étant libérale. Pourtant, beaucoup de gens en sont convaincus, ce qui est absurde.**

Vous ne croyez pas en la nécessité de procéder à cette politique d'austérité budgétaire ?

Nous allons couper dans les remboursements sociaux, nous allons supprimer des services publics, nous allons pousser les salaires à la baisse... Ce serait identifier le libéralisme à une purge. Et le libéralisme n'est pas une purge, c'est un fortifiant. Cette politique-là

nous mènera dans le mur. Les efforts engagés sont sans effet sur la dette, comme cela est le cas en Grèce, en Espagne ou au Portugal.

On a donc le sentiment, en plus, que les efforts sont inutiles. C'est une politique sans espoir. **On essaye de faire croire que l'idéal de compétitivité pour la France serait d'avoir des salariés avec des revenus tchèques.** Il n'y a rien de plus désespérant. Ce n'est pas une politique libérale, c'est une politique de déflation salariale et d'austérité publique. Alors qu'une politique libérale serait une politique de reflation capitaliste et d'efficacité publique.

C'est-à-dire ? Quels seraient les leviers permettant une telle politique de "reflation" ?

Il s'agit de recapitaliser massivement et de mobiliser les talents. Cela passe par une fiscalité du capital compétitive et une fiscalité incitative pour les talents. 200 à 300 000 personnes en France sont les artisans de la croissance. Avec un coin fiscal marginal supérieur à 75% de leurs revenus, ces personnes ne sont pas incitées à appuyer sur l'accélérateur. C'est une des raisons de la démobilitation des talents, sans parler de leur fuite du pays. Ce qui est dramatique pour la croissance. L'idée d'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail ruine la France.

Et comment proposez-vous de réduire les déficits ?

Concernant la dépense publique, ce qui compte, ce n'est pas sa valeur absolue mais sa valeur par rapport au PIB. **Et pour diminuer le poids de la dépense publique par rapport au PIB, c'est de croissance dont nous avons besoin. Et pour une politique de croissance, on ne demande pas de sacrifice, on demande d'investir.** Les "libéraux", en France, font fausse route. Il ne s'agit pas de faire une politique pour les patrons parce que moi aussi j'aime bien les patrons, mais j'aime encore mieux les marchés. Et les marchés, ce sont les intérêts de tous, et pas seulement ceux des patrons.

Nous n'avons pas besoin d'un filet de croissance mais d'une hyper croissance pour faire face à nos problèmes et pour payer nos dettes. Ce dont nous avons besoin c'est une politique fiscale incitative et d'efficacité publique. Mais ce n'est pas la politique menée aujourd'hui, qui est celle qui plaît aux patrons pour les aider à supporter le choc fiscal. Cette politique est d'ailleurs de moins en moins applaudie par les patrons eux-mêmes. Ce n'est pas parce que cette politique était à l'origine soutenue par les patrons qu'il s'agit d'une bonne politique, ni d'une politique libérale. Le patronat, ce n'est pas les entreprises, et les entreprises ce n'est pas l'économie non plus.

Et concernant la baisse des dépenses ?

Un projet d'efficacité de la dépense publique est plus mobilisateur que le seul gel des salaires des fonctionnaires. Il s'agit d'inventer un nouvel Etat, de mobiliser la créativité des fonctionnaires. Les vraies solutions libérales sont aujourd'hui les plus sociales.

Quand je vois certains, à droite, parler d'assistantat alors que des gens sont au RSA, que des gens galèrent au chômage, cela me déplaît profondément. C'est une honte. Parce que **la vraie facture de l'assistantat en France, c'est celle de l'assistantat des entreprises.** Nous allons bientôt avoir 150 milliards de subventions à l'économie et aux entreprises dans ce pays. Ce montant représente l'équivalent de l'impôt sur les sociétés, plus l'impôt sur le revenu, plus les charges sociales patronales. C'est cette manne d'assistantat qu'il faut reprendre, pour remettre le patronat au travail si j'ose dire.

Vous vous Mélenchonisez ?

Mais non, justement ! Une politique libérale aujourd'hui c'est ça ! Echanger les subventions contre des baisses d'impôts. Mais non, la politique socialiste consiste à donner encore davantage de subventions aux entreprises.

Devant la Fondation Jean Jaurès, Manuel Valls a évoqué la pré-distribution comme moyen de lutter contre les inégalités. Quelle est votre analyse de la montée en puissance politique de cette notion ?

Il y a une urgence sociale dans notre pays. Toute une partie de la France vit à la limite de la survie. Avec des fins de mois abominables. Comment voulez-vous ne pas être attentif à cela ? Je suis d'ailleurs surpris de voir que la gauche y est inattentive.

Si on met l'accent sur les inégalités, il vaut mieux se concentrer sur la pré-distribution. C'est-à-dire une société d'opportunités dont l'objectif est d'augmenter les chances de chacun et particulièrement de ceux qui sont en bas de l'échelle. C'est une politique qui a un code génétique de gauche, c'est l'idée d'origine du socialisme français, l'idée d'émancipation. Aujourd'hui les socialistes sont en train de tâtonner autour de cette redéfinition de ce que peut être la justice sociale dans le nouveau monde. Je trouve ces débats passionnants, même s'ils n'en sont encore qu'à leur balbutiements.

Il s'agit de la question centrale de la justice sociale, c'est-à-dire des inégalités. La période actuelle se caractérise par son progrès technologique et par son niveau d'innovation, ce qui a pour effet de récompenser les innovateurs de cette société de la connaissance du XXI^e siècle. Cela peut accroître les inégalités. Mais cela n'est pas forcément une mauvaise chose lorsque cela tire la croissance vers le haut. Car il peut exister des inégalités motrices. Il est donc nécessaire de conserver un niveau d'inégalités utiles afin d'assurer la promotion de l'ascension sociale des plus pauvres.

Mais l'acceptation des inégalités est inversement proportionnelle à la croissance. Si mon revenu double tous les 10 ans, j'accepte très bien les inégalités de ceux qui nous conduisent. Mais si mon revenu est durablement en panne, je retrouve le sentiment de la société pré-industrielle, c'est-à-dire ce sentiment que la richesse des uns est faite d'une rapine sur la pauvreté des autres. C'est la situation de la France aujourd'hui, celle d'une faible tolérance aux inégalités. Alors que nous aurions besoin d'inégalités motrices.

Comment envisagez-vous l'évolution de la situation européenne actuelle ?

Je ne vois pas comment on en sort. Vraisemblablement, il risque d'y avoir des bouleversements politiques qui sont encore imprévus aujourd'hui mais qui peuvent revenir sur la table demain face à l'échec de ces politiques dont la variable d'ajustement est le chômage. Si chaque pays en Europe faisait une politique résolument tournée vers la croissance, nous aurions une sortie de crise à l'américaine. Parce que la purge déflationniste hayekienne, ça marche, mais généralement ça fait sauter la démocratie.

Toujours au niveau européen, Mario Draghi se révèle plus interventionniste que son prédécesseur Jean Claude Trichet, mais moins actif que ses homologues américains ou britanniques. Quelle politique monétaire a vos faveurs ?

Les questions monétaires sont redoutables. Mario Draghi a fait la promesse d'utiliser l'arme monétaire en cas de risque déflationniste, la route de la déflation est donc barrée. Ce n'est pas une mauvaise politique mais le prix à payer en Europe n'est pas le même qu'aux Etats-Unis. Lorsque Les Etats-Unis achètent des obligations américaines, ce n'est pas la même chose que d'acheter de la dette grecque. Les Etats-Unis gardent la confiance du monde parce qu'ils ont la monnaie de réserve, parce qu'ils ont un Etat de droit, ont une armée etc. C'est à dire que la constellation globale est très favorable. Nous sommes dans une situation différente en Europe.